

SOMMAIRE

Fiche signalétique de la SOTUGAR	2
Composition du Conseil d'Administration	3
Chiffres clés de la SOTUGAR	4
Avant propos	5
La conjoncture économique en 2007	6
Activité de la SOTUGAR en 2007	8
Coopération avec l'Union Européenne	16
Coopération avec la Banque Mondiale	17
Perspectives	18

Fiche signalétique

Appellation	Société Tunisienne de Garantie
Forme Juridique	Société Anonyme de droit commun
Téléphone	+216 71 282 460
Fax	+216 71 280 955
Adresse	124, Avenue de la liberté Tunis 1002 Tunisie
Site Web	www.sotugar.com.tn
Email	sotugar@sotugar.com.tn
Date de Création	15 Mai 2003
Durée de Vie	99 ans
Registre de Commerce	B 124142003
Matricule Fiscale	836957/SA/M/000
Capital social	3.000.000 de dinars divisés en 30 000 actions de nominal de 100 dinars chacune
Année Comptable	Du 01 Janvier au 31 Décembre de chaque année
Domaine Social (Domaine d'intervention)	Gestion du système de garantie des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises et des participations des SICAR dans leur capital ainsi que tout fonds ou mécanisme de garantie des crédits, des participations et autres financements.
Régime Fiscal	Régime Général

COMPOSITON DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Abdelhakim HAMDI

Président Directeur Général

Mohamed Ridha CHALGHOUM

Administrateur Représentant du Ministère des Finances

Slaheddine HAMDI

Administrateur Représentant du Ministère de l'Industrie de l'Energie et des PME

Abdessalem MANSOUR

Administrateur Représentant de la Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises (BFPME)

Riadh ABIDA

Administrateur Représentant de l'Association Tunisienne des Investisseurs en Capital Risque

Naceur GARCI

Administrateur Représentant de l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers

Hallouma BEN KADDOUMA

Administrateur Représentant de la Société Tunisienne de Banque (STB)

Mounir BEN HOURIA

Administrateur Représentant de la Banque Nationale Agricole (BNA)

Habib EL AMRI

Administrateur Représentant de la Banque de l'Habitat (BH)

Houssine SGHARI

Administrateur Représentant de la Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT)

Tahar MALLOULI

Administrateur Représentant de l'Arab Tunisian Bank (ATB)

Ali OUESLATI

Administrateur Représentant de la Banque de Tunisie (BT)

Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI

Commissaire Aux Comptes de la SOTUGAR

CHIFFRES CLES DE LA SOTUGAR

ACTIVITE	2006	2007	MD Cumul
Montant des concours garantis	89.1	117.4	286.7
Création	78.4	101.1	242.4
Dont nouveaux promoteurs	27.8	27.7	77.5
Extension	10.7	16.3	44.3
Répartition par type de financement			
Crédits Bancaires	83.0	104.3	260.8
Crédits Leasing	0.6	3.2	3.9
Participations	5.5	9.9	22.0
Répartition par secteur			
Industries Manufacturières	85.3	109.3	271.4
Services	3.8	8.1	15.3
Nombre d'entreprises accompagnées au	474	773	773
Nombre de concours garantis	365	565	1432
Montant de l'investissement accompagné au	445.3	657.5	657.5
 COMPTES SOCIAUX			
Total bilan	69.8	75.3	
Capitaux propres (après résultat)	3.2	3.4	
Fonds de Garantie	65.5	69.8	
Fonds de Garantie de l'Efficacité Energétique	0.6	0.9	
Résultat brut d'exploitation	0.2	0.4	
Bénéfice net	0.1	0.3	

AVANT PROPOS

La SOTUGAR a poursuivi son activité au cours de l'année 2007 et a pu consolider l'efficacité de ses interventions, ce qui lui a permis d'atteindre des résultats encourageants aussi bien à l'échelle de l'activité qu'à l'échelle de la gestion où le montant des concours garantis et des décaissements sur lesdits concours en 2007 ont progressé respectivement de 31.8% et 49.2% et ce, grâce à la confiance de nos partenaires financiers. Aussi le dynamisme de la demande pour la garantie SOTUGAR démontre, avant tout, une volonté ascendante de nos partenaires Etablissements de Crédit et SICAR de l'utiliser pour financer au mieux les PME et assurer la réalisation des objectifs ambitieux tracés par l'Etat, y compris dans leurs investissements les plus ambitieux, qu'il s'agisse de créer ou de développer. Ceci laisse augurer d'excellentes perspectives pour 2008.

Le Président Directeur Général et l'ensemble du personnel saisissent l'occasion de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société pour la quatrième fois, pour présenter au Ministère des Finances, aux membres du Conseil d'Administration, au Commissaire aux Comptes, le Programme de Modernisation Industrielle et à tous les actionnaires ainsi qu'aux partenaires (Etablissements de crédit, Sociétés d'Investissement à Capital Risque, Structures de soutien et Profession) pour l'appui que la Société ait trouvé auprès d'eux .

Afin de participer à la réalisation de l'objectif tracé par le Programme Présidentiel « pour la Tunisie de demain » et relatif à la création annuellement de 14000 entreprises ou projets au cours de la période 2004-2009, la SOTUGAR oeuvrera au cours de l'année 2008 à consolider davantage ses interventions et ses relations avec ses partenaires Etablissements de Crédit et SICAR.

CONJONCTURE ECONOMIQUE MONDIALE

Dans l'ensemble, l'activité économique mondiale demeure soutenue malgré le contexte défavorable, ce qui lui a permis de réaliser un taux de croissance de 4.9% contre 5% en 2006. En effet cette situation s'est confortée par la robustesse de la situation économique sur les marchés émergents continuant d'atténuer les répercussions, au niveau international, du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis et la forte volatilité sur les marchés de capitaux. En raison de l'augmentation des cours des matières premières et notamment le pétrole brut et d'effets de base défavorables, la hausse des prix à la consommation s'est fortement accélérée dans les pays industrialisés. Les risques pesant sur les perspectives de croissance sont considérés comme orientés à la baisse et ce, malgré la possibilité de nouvelles hausses des cours du pétrole et d'autres matières premières.

Zone Euro

Dans la Zone Euro, le rythme de l'expansion économique a légèrement reculé en 2007 (2.7% contre 2.8 % en 2006), suite à la résistance de la demande intérieure, notamment la consommation des ménages. L'inflation s'est généralement accentuée. Le ralentissement de la croissance a touché la majorité des pays de la zone, particulièrement l'Allemagne dont l'expansion économique est revenue à 2.6% en termes réels contre 2.9% en 2006.

Etats-Unis

L'activité économique s'est ralentie au quatrième trimestre 2007, après avoir enregistré des taux de croissance supérieur à la tendance au deuxième et au troisième trimestres. La croissance du PIB en volume s'est établie à 0.6% en rythme trimestriel annualisé au dernier trimestre contre 4.9% le trimestre précédent. L'ampleur de ce ralentissement s'explique notamment par la contraction de l'investissement résidentiel, la hausse des prix de l'énergie et la dépréciation du dollar face aux autres principales devises et notamment l'euro.

JAPON

Au Japon, l'activité économique s'est ralentie ces derniers mois suite à la révision de la loi qui régit les pratiques dans le secteur de la construction, la croissance de la consommation privée est demeurée limitée et les tensions inflationnistes sont demeurées limitées malgré la hausse des prix des matières premières importées. Au quatrième trimestre 2007 selon les données provisoires publiées par les autorités nippones, le PIB en volume a progressé de 0.9% en rythme trimestriel (après une croissance de 0.3% au troisième trimestre), soutenu par la vigueur des exportations et des investissements.

PAYS EMERGENT D'ASIE

Dans les pays émergents d'Asie, l'activité économique a continué de progresser à un rythme élevé au cours des derniers mois de 2007, soutenue à la fois par la croissance régulière de la demande intérieure et la vigueur des exportations dans la plupart des pays. Les tensions inflationnistes se sont encore accentuées dans cette région, essentiellement sous l'effet des hausses des produits alimentaires.

En chine, la production industrielle a augmenté de 17.3% en rythme annuel en novembre, soit un niveau proche de la moyenne observé au cours des dix premiers mois. La croissance des exportations est demeurée à des niveaux élevés, même si elle s'est inscrite en légère baisse tout au long de 2007.

CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

En dépit d'une conjoncture internationale difficile au cours de 2007 caractérisé notamment par la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières, l'économie nationale a pu dégagé des résultats positifs, grâce à la reprise de la production industrielle et à la consolidation du rythme des exportations du secteur industriel notamment les industries manufacturières non alimentaires (les industries mécaniques et électriques et les industries du textile et habillement) et le secteur de l'énergie.

A l'instar des prix à la consommation à l'échelle international qui sont restés fortement influencés par l'évolution des prix de l'énergie et d'autres matières premières, qui ont accentué les taux d'inflation ; Les tensions inflationnistes sont demeurées maîtrisées revenant ainsi à 3.1% contre 4.5% en 2006.

Dans le cadre des orientations et des contours qui ont été mis en place par le Programme Présidentiel « pour la Tunisie de demain », où la Tunisie s'est fixée des objectifs forts ambitieux pour la décennie 2007-2016, l'année 2007 a été marquée par la promulgation de la loi relative à l'initiative économique. Laquelle loi consiste à mettre en place le cadre réglementaire permettant d'atteindre cet objectif et visant à consolider les efforts déployés en vue d'améliorer le climat d'affaires et d'ouvrir de nouveaux horizons. Les acteurs économiques doivent œuvrer dans le cadre de la garantie du principe d'égalité des chances sur la base de la liberté comme principe et de l'autorisation comme exception. A cet effet, un ensemble de mesures ont été édictées par cette loi dont on cite notamment :

- La simplification des procédures de lancement des projets et de création d'entreprises,
- La simplification des procédures de direction et de gestion et de protection des actionnaires et des sociétés,
- Le financement de l'initiative économique,
- L'encouragement des investissements initiés par les nouveaux promoteurs et la promotion des petites entreprises,
- Le développement des espaces économiques,
- L'encouragement au développement régional,
- L'encouragement au redressement des entreprises et à leur transmission.

Outres les nouveautés de la loi de finances 2008, qui a été élaborée dans le cadre des orientations et des priorités de l'action gouvernementale de développement pour l'année 2008 et prévoit ainsi, outre les dispositions relatives aux budget, d'autres qui s'articulent autour des principaux axes relatifs aux incitations fiscales visant la poursuite de la promotion de l'exportation et l'impulsion des investissements.

ACTIVITÉ DE LA SOTUGAR EN 2007

ACTIVITE DE LA SOTUGAR EN 2007

1- Concours garantis

La SOTUGAR a reçu depuis son entrée en activité, le 1^{er} septembre 2003 et jusqu'au 31 décembre 2007, 1464 déclarations pour un montant de 293.5 MD, le total desdites déclarations se répartit entre 1432 déclarations acceptées à la garantie pour un montant de financement de 286.7 MD, 32 déclarations refusées pour un montant de 6.9 MD et 803 déclarations pour un montant de financement décaissés de 144.4 MD. Ainsi le montant des décaissements représente 50.4 % des concours garantis. Le montant total de la contribution des bénéficiaires s'est élevé à 3.6 MD réparti entre 3 MD sous forme de contributions des bénéficiaires de crédits et 0.6 MD sous forme de participations des SICAR sur les participations souscrites au capital des PME industrielles et de services.

Ces déclarations ont concerné 773 projets pour un montant d'investissement de 657.5MD, soit un coefficient multiplicateur de 3,3, c'est à dire chaque dinar garanti génère 3,3 dinars d'investissement. Le coût moyen par projet est de 0.9 MD et le concours moyen garantis par projet est de 0.4 MD. La répartition des projets par coût d'investissement est la suivante :

Répartition des projets par coût d'investissement

MD	Nombre de Projet	Coût d'investissement
$I \leq 0.5$	399	97.7
$0.5 < I \leq 1$	179	133.6
$1 < I \leq 2$	116	174.0
$2 < I \leq 3$	36	96.5
$3 < I \leq 4$	41	147.1
$4 < I \leq 5$	2	8.6
Total	773	657.5

La SOTUGAR a reçu au cours de l'an 2007, 565 déclarations pour un montant de concours garanti de 117.4 MD contre 365 déclarations et 89.1 MD l'an 2006, enregistrant ainsi un accroissement en valeur de 31.8% et en nombre de 54.8%. Cette accroissement résulte essentiellement des crédits à moyen et long terme et des participations des SICAR.

Répartition des concours garantis par type de financement

MD	2006		2007		Au 31/12/2007	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Crédits à court terme	12	2.8	18	7.6	45	13.5
Crédits à moyen terme	271	620.	456	87.5	1014	197.4
Crédits à long terme	43	18.8	28	12.4	209	53.8
Participations	39	5.5	63	9.9	164	22.0
TOTAL	365	89.1	565	117.4	1432	286.7

L'activité reste fortement centrée sur la création d'entreprises

Répartition des concours garantis en fonction de leur finalité

Le montant des concours garantis par la SOTUGAR pour la création a connu une progression de 29% pour passer de 78.4 MD pour un nombre de déclaration de 299 à respectivement 101.1 MD et 487 déclarations, le montant des concours de l'extension a connu à son tour la même tendance haussière en passant de 10.7 MD à 16.3 MD.

Répartition des concours garantis en fonction de leur finalité

MD	2006		2007		Au 31/12/2007	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Création	299	78.4	487	101.1	1177	242.4
Dont nouveaux Promoteurs	114	27.8	138	27.7	377	77.5
Extension	66	10.7	78	16.3	255	44.3
TOTAL	365	89.1	565	117.4	1432	286.7

Répartition sectorielle des concours garantis

En termes de secteurs d'interventions, l'année 2007 confirme les tendances observées l'an passé : croissance des concours garantis du secteur des industries manufacturières et des services connexes qui ont connu une hausse respective de 28.1% et 166.7%. La part des industries manufacturières reste toujours prédominante et semble se stabiliser.

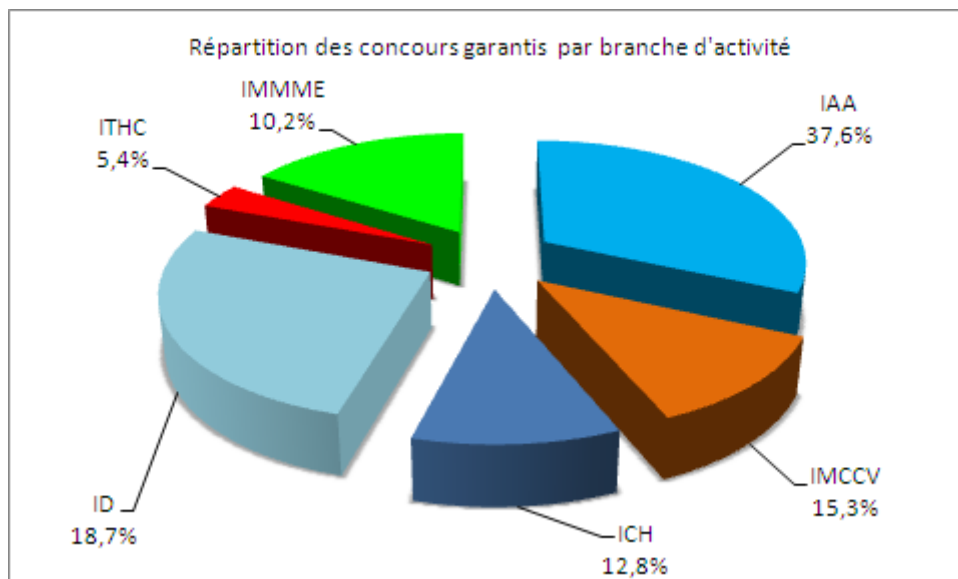
Cependant il est important de relever que la part des concours au profit des NTIC demeure encore en deçà des ambitions, la SOTUGAR et ses partenaires financiers veilleront dans leur campagnes de sensibilisation à multiplier leur efforts pour inciter davantage à financer les projets relevant des services et surtout les projets relevant des technologies de l'information et de la communication, eu égard aux avantages accordés pour leur promotion.

Répartition sectorielle des concours garantis

MD	2006		2007		Au 31/12/2007	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Industries manufacturières	319	85.3	478	109.3	1265	271.4
Services	44	3.6	86	7.8	159	13.8
RITI	2	0.2	1	0.4	8	1.5
TOTAL	365	89.1	565	117.4	1432	286.7

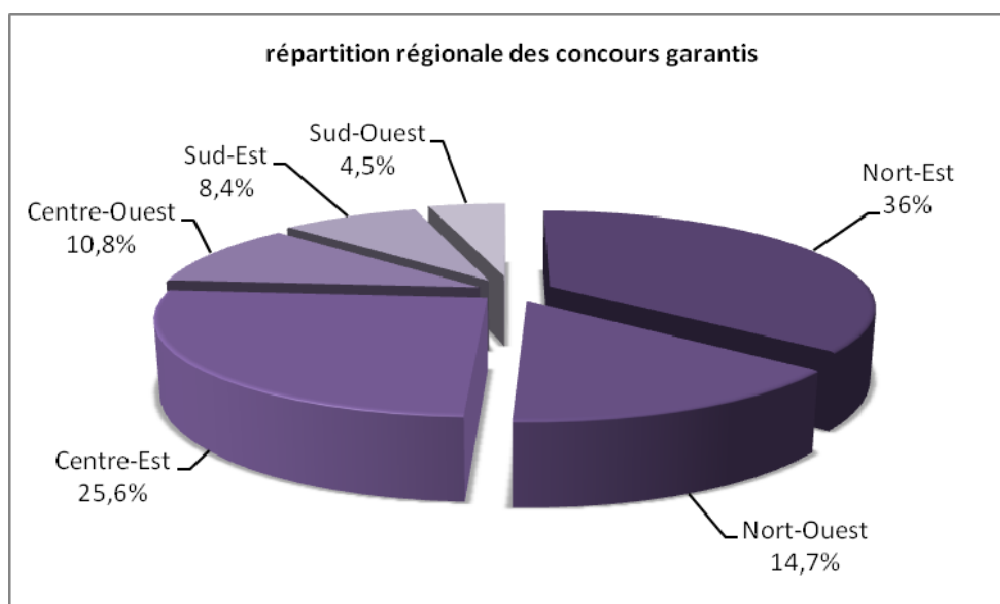
L'accroissement des concours garantis des industries manufacturières résulte essentiellement de la croissance de trois fois des industries textiles, d'habillement et du cuir, de 74% des industries de matériaux de construction, céramiques et verre et de 28.4% des industries agroalimentaires.

La répartition des concours garantis cumulés du secteur des industries manufacturières par branche d'activité fait apparaître la prédominance des industries agroalimentaires suivi des industries⁹ diverses et des industries de matériaux de construction du céramique et verre respectivement de 37.6 %, 18.7%, 15.3%.



Répartition régionale des concours garantis

La répartition régionale des concours garantis cumulés fait ressortir que la région du Nord – Est garde toujours la part du lion dans le total des concours garantis avec 36% suit par le Centre – Est, le Nord-Ouest et le Centre –Ouest respectivement de 25.6%, 14.7% et 10.7%.

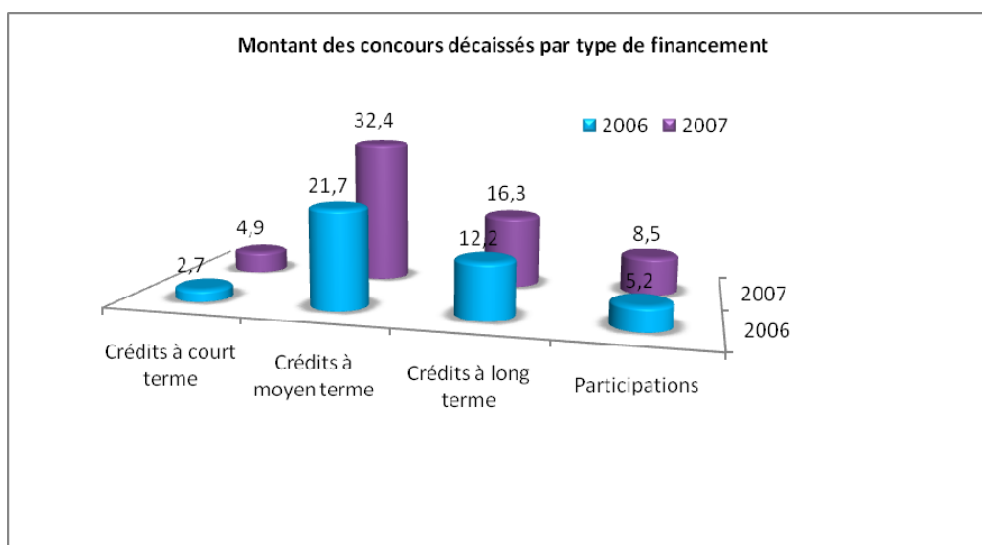


2- Les décaissements sur concours garantis

Les décaissements cumulés sur les concours garantis au 31 décembre 2007 se sont élevés à 144.4 MD pour 803 déclarations, enregistrant un taux de réalisation par rapport aux total des concours garantis (décaissement/garantis) en volume et en nombre respectivement de 50.4% et 56%.

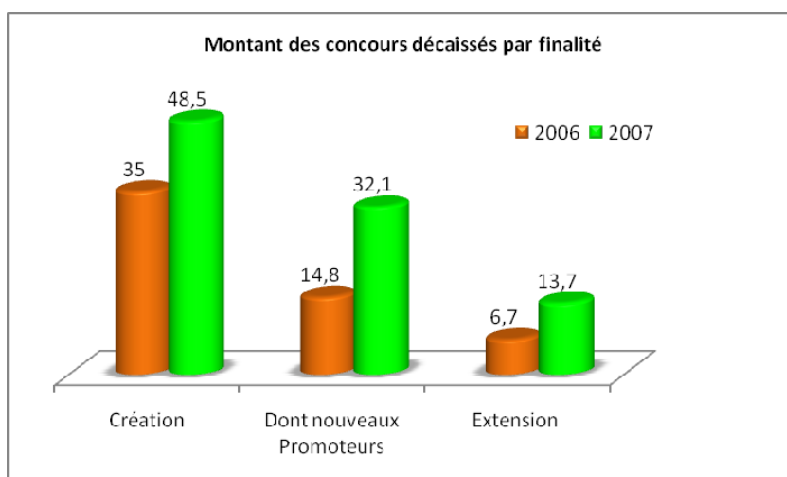
La comparaison du rythme d'accroissement des concours garantis et des décaissements fait apparaître que ces derniers évoluent au même rythme en passant de 41.7 MD (pour 210 déclarations) à 62.2 MD (pour 337 déclarations) en 2007 soit donc une hausse en volume de 49.2% contre 31.8% pour celui des concours garantis.

Cet accroissement résulte essentiellement des décaissements sur les crédits d'investissement (crédits à moyen & long terme) et des participations des SICAR qui se sont passées respectivement de 33.9 MD et 5.2 MD en 2006 à 48.7 MD et 8.5 MD en 2007.



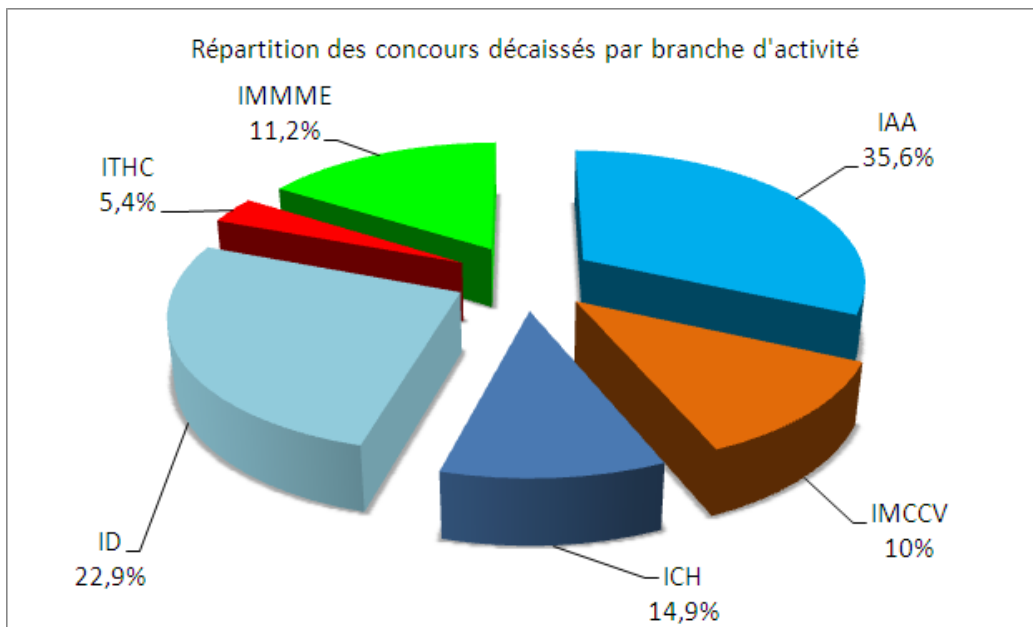
Répartition des concours décaissés en fonction de leur finalité

Le montant des décaissements pour la création a connu une progression remarquable de 38.6% pour passer de 35 MD pour un nombre de déclaration de 164 à respectivement 48.5 MD et 264 déclarations, de même pour les concours qui ont profité aux nouveaux promoteurs et à l'extension ont à leur tour connu la même tendance où leur montant s'est multiplié plus que deux fois en passant respectivement de 14.9 MD et 6.7 MD à 32.1 MD et 13.7 MD.



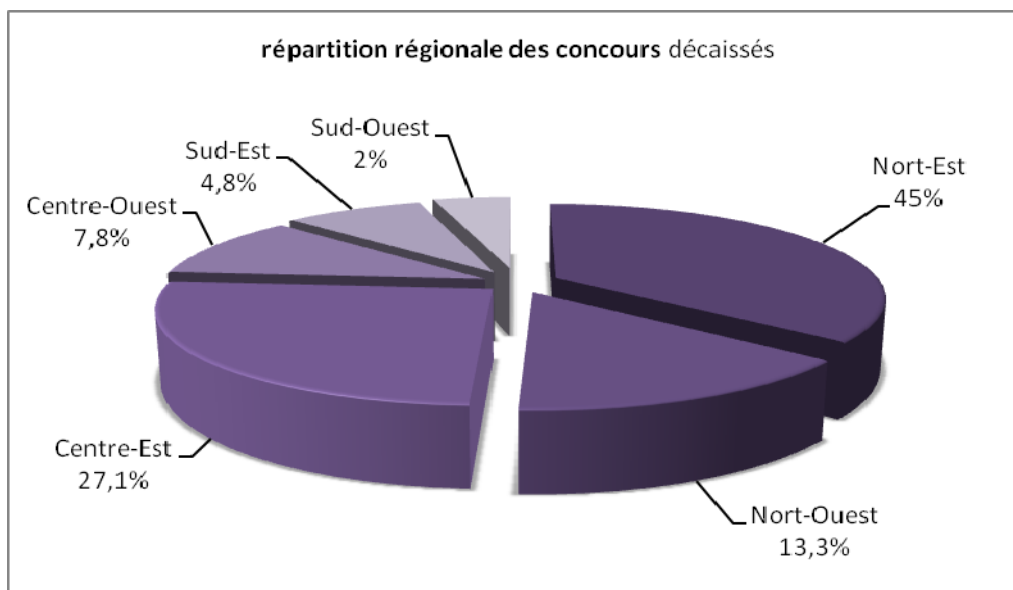
Répartition sectorielle des concours décaissés

La répartition sectorielle des décaissements cumulés fait apparaître la prédominance de la part du secteur des industries manufacturières avec 96%, qui se répartie à son tour par branche d'activité en 35.6% pour l'industrie agroalimentaire suivi par 22.9% pour l'industrie diverses et 14.9% pour l'industrie chimique.



Répartition régionale des concours décaissés

La répartition régionale des décaissements cumulés fait ressortir que la région du Nord – Est garde toujours la part du lion dans le total des concours garantis par 45% suit par le Centre–Est et le Nord-Ouest avec respectivement de 27.1%, 13.3%.



3- Engagements du fonds de garantie au 31 décembre 2007.

Les engagements du fonds de garantie se sont élevés au 31 décembre 2007 à 188.9 MD, repartis entre 88.7 MD sur les montants des concours décaissés (144.4 MD) déduction faite des remboursements et 100.2 MD sur les engagements délivrés et non encore décaissés (145.2 MD).

Engagements du fonds de garantie au 31 décembre 2007

MD	Concours garantis	Encours	Engagements
Décaissement	144.4	128.6	88.7
Crédits	124.1	108.7	75.0
Participations	20.3	19.9	13.7
Autorisations	145.2	-	100.2
Crédits	143.5	-	99.0
Participations	1.7	-	1.2
Total	289.6	128.6	188.9

4- Gestion financière

4.1-Commentaire sur les comptes de la SOTUGAR :

La SOTUGAR a pu dégager l'an 2007 un résultat d'exploitation de 183.5 mille dinars contre 37.9 mille dinars l'année précédente et les frais généraux ont passé de 257.8 mille dinars à 238.6 milles dinars. La masse salariale représente 50.7% des frais généraux.

Les comptes ont permis donc de ressortir un résultat net modeste de 274.3 mille dinars en 2007 contre 144.9 milles dinars l'année précédente. Ce résultat a pu être atteint et ce, grâce aux performances dégagées au niveau de l'activité ; là où le montant de la contribution des bénéficiaires qui constitue la principale ressource de la société s'est élevé à 422.2 milles dinars contre 295.7 mille dinars en 2006 d'une part et des produits de placement de 198 mille dinar contre 172.3 mille dinars d'autre part.

4.2-Commentaire sur les comptes du fonds de garantie :

Le résultat du fonds de garantie pour l'année, qui correspond à la différence entre les revenus (produits financiers et contributions de garantie) et les charges (intérêts de trésorerie, pertes finales et frais de poursuite judiciaires) est excédentaire de 5 MD contre 3.7 MD l'année précédente, enregistrant ainsi un accroissement de 35%. Ce résultat dégagé de 5 MD est composé des produits de placement de 3.9 MD (contre 3 MD en 2006) et des contributions de garantie de 1.1 MD (contre 0,7 MD en 2006) qui représentent respectivement 78% et 22% du total des ressources.

Par ailleurs, le fonds de garantie a enregistré neuf appels en garantie et ce, depuis son démarrage (septembre 2003) dont deux appels ont fait l'objet d'un arrangement. Le montant des provisions au titre des sept appels en garantie s'est élevé à 1.7 MD dont 0,3 MD au titre de l'an 2006 et le montant de l'avance s'est élevé à 0.6 MD.

Ressources du fonds de garantie.

Les ressources du fonds de garantie arrêté au 31 décembre 2007 se sont élevées à 70.4 MD réparties entre la dotation de l'Etat de 40 MD, de l'Union Européenne 14,9 MD, des produits de placement de 13 MD et la contribution des bénéficiaires de 2,5 MD. Les emplois du fonds sous forme d'avance se sont élevés 0.8 MD (d'un total de 0.9 MD) dont 0.2 MD ont été restitués.

Evolution des ressources du fonds de garantie

MD	2003	2004	2005	2006	2007	Total
RESSOURCES	41.1	2.7	10.2	11.4	5.0	70.4
Dotation	40.0	-	7.2	7.7	-	54.9
Contribution	0.1	0.2	0.4	0.7	1.1	2.5
Produits de placement	1.0	2.5	2.6	3.0	3.9	13.0
EMPLOI	-	-	-	-	0.6	0.6
Refinancement	-	-	-	-	0.6	0.6
Intérêt de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Solde disponible	41.1	2.7	10.2	11.4	4.4	69.8

COOPERATION AVEC L'UNION EUROPEENNE

Dans le cadre de l'appui technique de l'Union Européenne au Système de Garantie inscrit dans la composante « Financement » du Programme de Modernisation Industrielle, l'année 2007 a été marquée par l'approbation par la Délégation Européenne des actions programmées dans le POA3 et qui concernent :

- Mise en place du système d'information,
- Site WEB SOTUGAR,
- Mise en place de l'Extranet,
- Mise en place du GED,
- L'organisation et la mise en place du manuel des procédures.

L'action de la mise en place du système d'information a démarré au cours du deuxième semestre de l'année 2007 et pour les autres actions le démarrage de leur réalisation est prévu pour le début 2008.

La Délégation Européenne apporte toujours son soutien et assistance à la Sotugar, ainsi dans ce cadre et pour l'année 2008, la Sotugar a sollicité la réalisation des deux actions programmés dans le cadre du POA3 à savoir l'assistance juridique et les stages pratique pour les cadres de la Sotugar auprès d'organisme similaires et d'autres actions qui constituent un complément à notre système d'information pour plus d'efficacité et de performance et concerne la mise en place d'un « Echange de Données Informatisés » et l'audit de sécurité informatique.

Satisfaisante de son soutien et aide précieuse, la Sotugar et pour rendre plus efficace son système d'information et ses composantes va continuer à solliciter le soutien de la Délégation Européenne pour la réalisation d'autres actions valorisant le travail qui a été effectuée.

COOPERATION AVEC LA BANQUE MONDIALE

Dans l'objectif de dynamiser davantage le Fonds de Garantie de l'Efficacité Energétique (FGEE) en améliorant ses conditions et modalités d'intervention afin de répondre à l'attente de nos partenaires financiers d'une part et de consolider les ESE à se positionner comme investisseurs dans les opérations de maîtrise de l'énergie d'autre part, les négociations menées avec les représentants de la Banque Mondiale ont permis d'introduire les améliorations suivantes :

- Etendre la garantie aux paiements dus par les industriels au titre des services rendus par les ESE,
- Etendre la période de la garantie de 3 à 5 ans (voir moyen terme),
- Elever le plafond de la garantie de 200.000 \$ à 400.000 \$, montant qui correspond à environ 75% de la taille moyenne des projets d'efficacité énergétique, estimée à 600.000 \$.

De plus, pour encourager les ESE et développer un traitement équilibré entre les industriels et les ESE, les négociations avec la Banque Mondiale ont permis également d'octroyer :

- Une participation sous forme de dotation remboursable ne doit pas dépasser 50% des apports en fonds propres de l'ESE et plafonné à 15% du coût de l'investissement,
- Une subvention supplémentaire de 10% aux investissements réalisés par les ESE.

PERSPECTIVES

L'année 2007 a été marquée par une croissance soutenue de l'activité pour la troisième année consécutive, où les concours garantis ont progressé de 31.8%. Celle-ci devrait se confirmer largement en 2008.

En effet, plusieurs tendances claires donnent à penser que l'activité sur les finalités de création et d'extension, devrait à nouveau augmenter en 2008 :

- Les financements accompagnés en création ont connu une progression de 29% durant l'année 2007 sous l'effet de deux phénomènes :
 - Une propension croissante des banques à rechercher la garantie de la SOTUGAR pour financer les projets en phase de création et particulièrement les nouveaux promoteurs,
 - Les financements accompagnant l'extension des projets qui ont enregistré une augmentation de 52.3% mais leur part demeure en deçà de celui de la création.

Par ailleurs, les mesures édictées par la loi relative à l'initiative économique relatives à l'encouragement des investissements ont vocation à créer un effet d'entraînement nouveau de financement des investissements auprès des Etablissements de Crédit et devraient donc, à ce titre, être génératrices d'un volume d'activité supplémentaire.

La SOTUGAR veillera également au cours de l'année 2008 à l'achèvement de :

- La mise en place de son système d'information,
- La mise en place de l'Extranet,
- La mise en place de son site WEB,
- De son organisation et à l'élaboration de son manuel des procédures,

LES ETATS FINANCIERS

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2006

SOTUGAR

- **Bilan**
- **Etat de résultat**
- **Etat de flux de trésorerie**

REGIME DE GARANIE

- **Bilan**
- **Etat de résultat**
- **Etat de flux de trésorerie**

FONDS DE GARANTIE DE L'EFFICACITE ENERGITIQUE

- **Bilan**
- **Etat de résultat**
- **Etat de flux de trésorerie**

BILAN
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	VARIATION
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Actifs immobilisés			
. Immobilisations incorporelles	2 820	3 820	1 000
Moins : Amortissements	-2 327	-2 902	-575
	493	918	425
. Immobilisations corporelles	104 052	111 950	7 898
Moins : Amortissements	-54 873	-71 925	-17 052
	49 179	40 025	-9 154
. Immobilisations financières	3 976	4 098	122
Total des actifs immobilisés	53 648	45 041	-8 607
Total des Actifs non courants	53 648	45 041	-8 607
ACTIFS COURANTS			
. Clients et comptes rattachés	47 069	586 720	539 651
Moins : provisions	0	0	0
	47 069	586 720	539 651
. Autres actifs courants	590	24 494	23 904
. Placements et autres actifs financiers	3 477 481	3 983 286	505 805
. Liquidités et équivalents de liquidités	22 461	429	-22 032
. Trésorerie du régime de garantie	65 543 247	69 820 674	4 277 427
. Trésorerie du FGEE	648 550	844 377	195 827
Total des Actifs courants	69 739 398	75 259 979	5 520 581
TOTAL DES ACTIFS	69 793 046	75 305 020	5 511 974

BILAN
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2005	VARIATION
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
. Capital Social	3 000 000	3 000 000	0
. Réserves et Résultats reportés	22 472	167 375	144 903
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice	3 022 472	3 167 375	144 903
. Résultat de l'exercice	144 903	274 266	129 363
Total des capitaux propres avant affectation	3 167 375	3 441 641	274 266
PASSIFS			
Passif non courant			
. Dotation de l'Etat FG	40 000 000	40 000 000	0
. Dotation de l'EU	14 891 400	14 891 400	0
. Dotation BM/ANME	648 550	844 377	195 827
. Dotation provision risque crédits	-265 375	-1 705 966	-1 440 591
. FG contributions	1 453 492	2 535 132	1 081 640
. FG produits de placements	8 839 827	12 235 706	3 395 879
. Produits de placements d'UE	358 528	718 144	359 616
. Provision risque crédits	265 375	1 702 669	1 437 294
Total des passifs non courants	66 191 797	71 221 462	5 029 665
Passif courant			
. Fournisseurs et comptes rattachés	28 433	33 788	5 355
. Autres passifs courants	331 994	521 988	189 994
. Concours bancaires	73 447	86 142	12 695
Total des passifs courants	433 874	641 918	208 044
Total des passifs	66 625 671	71 863 379	5 237 708
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	69 793 046	75 305 020	5 511 974

ETAT DE RESULTAT
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	VARIATION
PRODUITS D'EXPLOITATION			
. Revenus	295 733	422 176	126 443
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	295 733	422 176	126 443
. Achat d'approvisionnements consommés	29 617	22 282	-7 335
. Charges de personnel	120 392	120 898	506
. Dotations aux amortissements aux provisions	17 655	17 628	- 27
. Autres charges d'exploitation	90 139	77 824	-12 315
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	257 803	238 633	-19 170
RESULTAT D'EXPLOITATION	37 930	183 544	145 614
. Charges financières nettes	-1 304	-783	521
. Produits des placements	172 291	198 126	25 835
. Autres gains ordinaires	0	11 000	11 000
. Autres pertes ordinaires	-1 354	0	1 354
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT	207 563	391 886	184 323
. Impôt sur les bénéfices	62 660	117 620	54 960
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT	144 903	274 266	129 363
. Eléments extraordinaires (gains / pertes)	0	0	0
Résultat net de l'exercice	144 903	274 266	129 363

**ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007**

Rubriques	2006	2007	VARIATION
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net	144 903	274 266	129 363
. Amortissements et provisions	17 655	17 628	-27
. Variation des créances	-7 481	-539 651	-539 651
. Variation des autres actifs	28 893	-23 904	-23 904
. Variation des fournisseurs et autres dettes	103 640	195 349	195 349
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	287 610	-76 312	-238 870
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements			
. Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	-8 898	-8 898
. Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	-122	-122
Flux de trésorerie provenant de l'investissement	0	-9 020	-9 020
Flux de trésorerie liés au financement			
. Libération du capital	0	0	0
. Dividendes et autres distributions	0	0	0
. Avances et remboursements aux fonds des régimes		14 210	14 210
Flux de trésorerie provenant du financement	0	14 210	14 210
Variation taux de la trésorerie	285 239	-71 122	-233 680
. Trésorerie du début de l'exercice	3 141 256	3 426 495	2 955 415
. Trésorerie à la clôture de l'exercice	3 426 495	3 897 575	471 080

REGIME DE GARANTIE

**BILAN
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007**

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	VARIATION
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Actifs immobilisés			
. Avances aux banques	0	542 201	542 201
Total des Actifs non courants	0	542 201	542 201
ACTIFS COURANTS			
. Compte SOTUGAR:			
Créance Quote part Contribution	0	0	0
. Placements et et autres actifs financiers	0	0	0
. Liquidités et équivalents de liquidités	0	0	0
. Trésorerie Dotation	54 891 400	54 345 902	-545 498
. Produits placements	9 047 516	12 922 885	3 875 369
. Payement Quote part Contribution	1 453 492	2 520 922	1 067 430
. Intérêts Cokus	150 839	30 985	-119 854
. Trésorerie du régime de garantie	65 543 247	69 820 694	4 277 447
TOTAL DES ACTIFS	65 543 247	70 362 895	11 487 768

BILAN
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	VARIATION
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
DOTATIONS			
. Dotation de l'Etat FG	54 891 400	54 891 400	0
. Résultats Antérieurs	6 842 878	10 386 472	3 543 594
Total dotations avant résultat de l'exercice	61 734 278	65 277 872	3 543 594
. Contributions	730 150	1 063 439	333 289
. Intérêts des placements	3 078 818	3 755 515	676 697
. Dotation aux Provisions	265 375	1 437 294	1 171 919
Total Résultat	3 543 594	3 378 363	-165 231
Total des dotations avant affectation	65 277 872	68 656 235	3 378 363
PASSIFS			
Passifs non courants			
Provisions pour risque Crédit	265 375	1 702 669	1 437 294
Total des Passifs non courants	265 375	1 702 669	1 437 294
Passif courant			
. Fournisseurs et comptes rattachés	0	0	0
. Autres passifs courants	0	3 990	3 990
Total des passifs courants	0	3 990	3 990
Total des passifs	265 375	1 706 659	1 441 284
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	65 543 247	70 362 895	4 819 648

ETAT DE RESULTAT
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	VARIATION
QUOTE PART CONTRIBUTION			
. Contribution Crédit Court Terme	18 998	34 440	15 442
. Contribution Crédit Moyen Terme	342 646	545 285	202 639
. Contribution Crédit Long Terme	251 048	289 302	38 254
. Contribution Participations SICAR	112 220	175 601	63 381
. Contribution Leasing	5 239	18 812	13 573
Revenus Contributions	730 150	1 063 439	333 289
PLACEMENTS			
Placements BTA (12 ans)	1 980 000	1 980 000	0
Placements BTA (10 ans)	260 000	616 400	356 400
Placements BTA (5 ans)	260 000	629 600	369 600
Placements BTC (1 an)	204 000	0	-204 000
Intérêts de placement (contribution)	483 980	498 530	14 550
Intérêts Courus	150 839	30 985	-119 854
Produits des placements	3 078 818	3 755 515	676 697
TOTAL DES REVENUS	3 808 969	4 818 954	1 009 985
. Indemnisations	0	0	0
. Intérêts de Trésorerie	0	3 297	3 297
. Frais de poursuite	0	0	0
. Charges de rendement	0	0	0
. Dotations aux provisions pour risques	265 375	1 437 294	1 171 919
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	265 375	1 440 591	1 175 216
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 543 594	3 378 363	-165 231
. Charges financières nettes	0	0	0
. Autres gains ordinaires	0	0	0
. Autres pertes ordinaires	0	0	0
Résultat net de l'exercice	3 543 594	3 378 363	-165 231

REGIME DE GARANTIE

**ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007**

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	VARIATION
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
- Encaissement Contributions	730 150	1 063 439	333 289
- Intérêts de placement	2 927 980	3 724 530	796 550
- Intérêts Courus	150 839	30 985	-119 854
- Dotations aux provisions	265 375	1 437 294	1 171 919
Résultat net	3 543 594	3 378 363	-165 231
. Provisions	265 375	1 437 294	1 171 919
. Créances			
. Avances Banques		542 201	542 201
. Avances / contribution		3 990	3 990
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	3 808 969	4 277 447	468 478
Flux de trésorerie liés au financement			
. Libération des dotations	7 678 800	0	-7 678 800
. Remboursement des indemnisations	0	0	0
Flux de trésorerie provenant du financement	7 678 800	0	-7 678 800
Variation de la trésorerie	11 487 769	4 277 447	7 210 322
. Trésorerie du début de l'exercice	54 055 478	65 543 247	11 487 769
. Trésorerie à la clôture de l'exercice	65 543 247	69 820 694	4 277 447

FGEE: FONDS DE GARANTIE DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**BILAN****ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007****(Exprimé en Dinar Tunisien)**

Rubriques	2006	2007	Variation
ACTIFS			
ACTIFS COURANTS			
Avances aux banques	0	0	0
Compte bloqué	0	579	579
Placements/Actifs financiers	0	500 000	500 000
Liquidités et équivalents de liquidités	0	0	0
Trésorerie du FGEE	648 550	343 798	-304 752
TATAL DES ACTIFS	648 550	844 377	195 827

FGEE: FONDS DE GARANTIE DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**BILAN****ARRETE AU 31 DECEMBRE 2006**

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2005	Variation
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
DOTATIONS ET REVENUS DES DOTATIONS			
Dotation de la Banque Mondiale / ANME	616 100	808 787	192 687
TOTAL DES DOTATIONS AVANT RESULTAT DE L'EXERCICE	616 100	808 787	192 687
Produits financiers	32 450	18 727	-13 723
Indemnisation	0	0	0
Résultat de l'exercice:	32 450	18 727	-13 723
TOTAL DES DOTATIONS AVANT AFFECTATION	648 550	827 514	178 964
PASSIFS			
Passifs courants	0	16 863	16 863
PROVISION POUR RISQUE			
Provision pour indemnisation	0	0	0
Provision intérêt de trésorerie	0	0	0
Provision Frais de poursuite	0	0	0
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUE	0	0	0
TOTAL DES PASSIFS	0	16 863	16 863
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	648 550	844 377	195 827

FGEE: FONDS DE GARANTIE DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**ETAT DE RESULTAT
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007**

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubriques	2006	2007	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Autres produits d'exploitation	0	0	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	0	0	0
Indemnisations	0	0	0
Intérêts de trésorerie	0	0	0
Frais de poursuites	0	0	0
Dotations aux provisions pour risques	0	0	0
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	0	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	0	0	0
Charges financières nettes		-31 965	-31 965
Produits financiers	32 450	44 037	11 587
Produits de placements	0	6 654	6 654
Autres gains ordinaires	0	0	0
Autres pertes ordinaires	0	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	32 450	18 727	-13 724

FGEE: FONDS DE GARANTIE DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**ETAT DE FLUX DE TRESORERIE****ARRETE AU 31 DECEMBRE 2007****(Exprimé en Dinar Tunisien)**

Rubriques	2006	2007	Variation
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net	32 450	18 727	-13 724
Fournisseurs et autres dettes	0	16 863	16 863
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	32 450	35 590	3 140
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	0	0	0
Flux de trésorerie affectée aux activités d'investissement	0	0	0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
. Libération des dotations	0	0	0
. Placement		-500 000	-500 000
. Libération des dotations			
. Encaissement de dotations	616 100	204 274	-411 826
Flux de trésorerie provenant du financement	616 100	-295 726	-911 826
Incidence de la différence de change sur la trésorerie	32 450	- 44 037	- 76 487
Variation de la trésorerie	648 550	- 173 304	- 723 952
. Trésorerie du début de l'exercice	616 100	648 550	32 450
. Trésorerie à la clôture de l'exercice	648 550	344 377	304 173

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice 2006 :

**Rapport général
Rapport spécial**

Tunis, le 05 Mai 2008

***A MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE
GARANTIE « SOTUGAR »***

124, Avenue de la liberté-Tunis 1002

N. REF: FMBZ/ WE/ 2007

OBJET : Rapports Général et spécial - Exercice 2006

Messieurs,

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que votre assemblée générale ordinaire a bien voulu nous confier et conformément aux dispositions des articles 258 et 259 du code des sociétés commerciales, nous avons examiné le bilan de la « **SOTUGAR** » arrêtés au 31 décembre 2007, totalisant la somme de **75 305 020 DT** et l'état de résultat dégageant un bénéfice de **274 266 DT** et l'état de flux de trésorerie faisant apparaître une variation de trésorerie positive de **471 080 DT**.

L'arrêté de ces états financiers relève de la responsabilité des organes de direction et d'administration de votre société. Notre responsabilité couvre l'opinion que nous exprimons ci-après sur la base de nos travaux d'audit.

Nous avons mis en œuvre les procédures d'audit conformément aux normes de révision généralement admises en Tunisie et qui ont comporté une analyse des procédures de contrôle interne, nous permettant ainsi d'apprécier la validité des évaluations et jugements traduits dans les états financiers et également les contrôles par sondages et la vérification des documents comptables que nous avons considérés nécessaires eu égard aux règles de diligences normales.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis dans ce cadre constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Les états financiers (bilan, état de résultat, état de flux de trésorerie et notes aux états financiers) qui nous sont présentés, ont été établis selon les dispositions de la loi 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises.

Compte tenu des diligences que nous avons mises en œuvre, nous certifions que les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont sincères et réguliers et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la « **SOTUGAR** », ainsi que des résultats de ses opérations.

Nous avons examiné le rapport du conseil d'administration destiné aux actionnaires. Les informations d'ordre comptable et financier qui y figurent sont conformes à celles présentées dans les états financiers ci-joints.

Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI

F.M.B.Z KPMG TUNISIE

Tunis, le 02 Mars 2007

**A MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE
GARANTIE « SOTUGAR »**

124, Avenue de la liberté-Tunis 1002

N. REF : FMBZ/ WE/ 2007

OBJET : Rapport sur les conventions visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES
PAR LES ARTICLES 200 ET 475 DU CODE DES SOCIETES COMMERCIALES**

Messieurs,

L'article 200 sus mentionné vise les conventions conclues par le président ou le directeur général, les directeurs généraux adjoints et les membres du conseil d'administration avec la société ou avec les tiers. Ces conventions concernent les opérations suivantes :

- La cession des fonds de commerce ou de l'un des éléments qui les composent.
- Les emprunts importants conclus au profit de la société et dont le plafond est fixé par les statuts.
- La location gérance des fonds de commerce.

L'article 475 du code des sociétés commerciales vise les conventions conclues entre la société mère et l'une de ses filiales ou entre des sociétés appartenant au même groupe, et ayant les mêmes dirigeants.

Au cours de l'exercice 2007, nous n'avons pas reçu d'avis qu'une convention rentrant dans le cadre des articles sus mentionnés a été soumise à l'autorisation du conseil d'administration.

Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI

F.M.B.Z KPMG TUNISIE